Communiqué de presse – 12 août 2015

Centre d'accueil Losserand : L'Etat, La ville de Paris et Emmaüs Solidarité condamnent l'intrusion d'une poignée de militants.

L'État, la Ville de Paris et Emmaüs Solidarité condamnent avec la plus grande fermeté l'intrusion d'une poignée de militants dans le centre d'hébergement de migrants, situé rue Raymond Losserand dans le 14e arrondissement de Paris.
L'État, la Ville de Paris et Emmaüs Solidarité jugent inacceptables les menaces et les insultes proférées à l'égard des équipes d'Emmaüs Solidarité ainsi que la séquestration des salariés et des migrants présents, qui ont contraint la police à intervenir.

Quelles étaient les allégations de ces individus, non représentatifs des migrants logés dans ce centre ?

- « Les repas sont insuffisants et de mauvaise qualité » : les migrants ont, au contraire, **souligné la qualité de leurs conditions d'accueil** lors de la visite de presse du centre Losserand du 5 août dernier.
- « Les démarches administratives sont trop lentes » : l'OFII, comme prévu, s'est rendu dans le centre, dans les 48 h après l'arrivée des migrants, afin de présenter les démarches à entreprendre. Par ailleurs, le GIP HIS, chargé par le préfet de région d'une mission de suivi et d'accompagnement individuel des migrants, **s'est rendu dans ce centre à trois reprises** : lundi 3 et mercredi 5 août ainsi que lundi 10 août. Ces déplacements ont permis au GIP HIS de rencontrer chaque migrant présent et d'engager un suivi individualisé.
- « L'absence de titres de transport » : les déplacements pour accomplir les démarches administratives sont pris en charge par l'Etat. Ce centre se trouve, par ailleurs, à proximité immédiate de nombreux services, dont un centre de santé.
- « L'interdiction du droit de visite » : le centre, installé dans un ancien hôtel, **garantit la liberté d'aller et venir** dans le respect du règlement intérieur et du vivre ensemble.

L'Etat, la Ville de Paris et ses partenaires se mobilisent et déploient des moyens sans précédent afin d'accueillir, avec professionnalisme et dignité, les femmes et les hommes dans la détresse. Depuis le 2 juin dernier, pour faire face à un afflux exceptionnel de migrants dans la capitale, 1 300 places d'hébergement ont été proposées.

Alors que les pouvoirs publics sont pleinement mobilisés, force est de constater que certains individus cherchent à entretenir des foyers de tension en diffusant de fausses informations et en menant des actions agressives à l'égard des gestionnaires de centre.

Ces actions, basées sur le mensonge et la violence, sont intolérables. Elles n'ont pas pour but de soutenir les migrants : elles leur portent au contraire préjudice, et installent le désordre.

Contact-presse
Préfecture d'Ile-de-France et de Paris / 01 82 52 40 25 / communication@paris-idf.gouv.fr
Twitter : https://twitter.com/prefet75_IDF Google + :https://plus.google.com/+IledefranceGouvFrParis